

Distr. RESTRICTED
PRS/2022/DP.8

ORIGINAL: FRENCH

FORTH INTERNATIONAL DECADE FOR THE ERADICATION OF COLONIALISM

**Pacific regional seminar on the implementation of the Fourth International
Decade for the Eradication of Colonialism: advancement of the Non-Self-
Governing Territories through the coronavirus disease (COVID-19)
pandemic and beyond**

Castries, Saint Lucia
11 to 13 May 2022

DISCUSSION PAPER

PRESENTATION

BY

MR. DIMITRI QENEGEI

Monsieur le Gouverneur Général de Sainte-Lucie,
Madame la Présidente du Comité spécial de la décolonisation,
Mesdames et Messieurs les membres du comité des 24,

Bozu sè,

Tout d'abord, je vais me faire petit avant de prendre la parole ici devant vous, en signe de respect à la manière de chez nous, kanak, envers les autorités et la population de Sainte-Lucie qui nous accueille, et envers l'ensemble des peuples des territoires autonomes que vous représentez tous aujourd'hui.

Pour commencer, je tiens à remercier fraternellement Madame Keisha McGuire, Présidente du Comité spécial, qui lors de la 1^{ère} séance plénière de la session 2022 du comité, le 18 février dernier, a assuré la volonté du comité de continuer à accompagner le processus de décolonisation de la Nouvelle-Calédonie, conformément à son mandat.

L'accompagnement du comité des 24 est fondamental pour nous, peuple kanak, à l'heure où notre droit inné et actif à l'indépendance, reconnu par l'Etat français depuis la table-ronde de Nainville-les-roches en 1983, et réaffirmé lors de la signature de l'accord de Nouméa en 1998, semble aujourd'hui être remis en cause au plus haut sommet de l'Etat.

En effet, dans le contexte international actuel, le poids et la capacité d'influence diplomatique de Paris sur la scène internationale sont en baisse. Pour restaurer sa puissance, Emmanuel Macron mise depuis 2018 sur un axe indo-pacifique, de Paris à Nouméa, en passant par l'Inde et l'Australie. Mais la France a subi une première humiliation en perdant l'an passé le contrat de vente de sous-marins à l'Australie face aux américains. Si Kanaky Nouvelle-Calédonie devient indépendante, ce serait un nouveau coup d'arrêt, définitif celui-là au projet d'axe indo-pacifique français.

Le sort de mon peuple kanak colonisé est donc devenu un détail de l'Histoire face à la raison d'Etat française. Depuis la nomination de Sébastien Lecornu en tant que ministre des outre-mer français le 6 juillet 2020, la puissance administrante a donc réorienté sa politique en Nouvelle-Calédonie vers un retour à des méthodes coloniales d'un autre siècle pour conserver ce territoire non-autonome.

D'abord en supprimant le comité des signataires créé par le point 6.5 de l'accord de Nouméa. C'était l'espace de dialogue permettant à tous les partenaires de veiller au suivi de l'accord dans un esprit de consensus océanien. La puissance administrante ne l'a plus convoqué depuis le 10 octobre 2019, ce qui permet à messieurs Macron et Lecornu de prendre leurs décisions unilatéralement. C'est ainsi qu'ils ont décidé le maintien la date du 12 décembre 2021 pour la 3^{ème} consultation, sachant pertinemment que les indépendantistes ne pourraient pas faire campagne à cause de la crise covid.

Plus grave encore, l'Etat français est sorti officiellement de sa neutralité, adoptée depuis 1988 en prenant clairement position pour le Non par la bouche du premier ministre Jean Castex qui affirmait, devant le Sénat, le 21 octobre 2021, « *qu'après le président de la République et*

avec le ministre des outre-mer, notre souhait fort que le choix des Néo-calédoniens soit celui de la France ».

Enfin, l'Etat a décidé de réinterpréter la sortie de l'accord dans son propre intérêt, mentant aux calédoniens, aux français et à la communauté internationale représenté par l'ONU.

Je rappellerai ainsi devant vous, membres du comité des 24, que l'accord de Nouméa, accord de décolonisation de la Nouvelle-Calédonie, signé par la puissance administrante, dit qu'au bout de la 3^{ème} consultation, : « si la réponse est encore négative les partenaires politiques se réuniront pour examiner la situation ainsi créée ».

Les mots sont importants. En aucun cas, il est dit que si la réponse est non, la Nouvelle-Calédonie reste française. Il est tout simplement dit que l'Etat, les indépendantistes et les non-indépendantistes doivent se réunir pour trouver une solution négociée, ce qui n'exclue pas l'indépendance.

Mais le Président Macron a décidé de casser et de passer au-dessus de l'accord de Nouméa. Pour lui, l'affaire est close, la Nouvelle-Calédonie reste française car, je le cite le soir du 12 décembre 2021 : « Les Calédoniennes et les Calédoniens ont choisi de rester Français. Le 23 mars 2022, il va plus loin en affirmant clairement : « nous allons construire ensemble un nouveau projet. Un projet pour la Nouvelle-Calédonie dans la République française ».

Ceci est un reniement de la parole donnée en 1998 et nous enlève à nous, peuple autochtone et légitime, tout espoir d'indépendance. Le président Macron justifie cela par la victoire du non à l'indépendance par 3 fois.

Mais si les hommes peuvent mentir, les chiffres ne mentent pas. Malgré le fait que les kanak ont été mis en minorité et noyé dans le corps électoral, depuis les années 70 par la politique d'immigration massive de l'Etat français, le non à l'indépendance n'a jamais atteint la majorité des calédoniens inscrits sur la liste électorale spéciale. Ils n'étaient que 45,20% en 2018, 45,06 % en 2020 et seulement 40,92% lors du 3^{ème} référendum à voter contre l'indépendance. De plus, il est établi que les kanak ont voté à chaque fois à plus de 90% pour l'indépendance de leur pays et qu'ils ont été rejoints par des citoyens des autres communautés.

Il n'y a donc aujourd'hui aucune légitimité à proclamer que la Calédonie a choisi de rester française. C'est une manipulation et un mensonge de la puissance de tutelle et des héritiers du système colonial qui contrôlent encore l'économie calédonienne à leur profit. Ces mêmes personnes qui osent envoyer leur représentants politiques devant votre comité pour demander la désinscription de la Nouvelle-Calédonie de la liste des pays à décoloniser, affirmant que tout va bien chez nous. Ceci est une mascarade et un manque de respect envers notre peuple qui se bat depuis bientôt 170 ans pour sa liberté !

La France est fière de son héritage des Lumières et aime affirmer sur la scène internationale, qu'elle est le pays des droits de l'Homme. Elle critique régulièrement l'influence et les méthodes de la Chine dans le Pacifique. Quand la Chine investit dans des infrastructures publiques au Vanuatu, accorde des prêts aux états insulaires du Pacifique ou passe un accord de coopération permettant l'envoi de troupes militaires aux îles Salomon, c'est de l'impérialisme selon l'Etat français. Mais quand eux-mêmes envoient plus de 4000 militaires en Nouvelle-Calédonie pour contenir la population kanak, ou aident la Calédonie sous forme

de prêts financiers avec intérêts pour nous tenir par la gorge, ils disent que cela n'est pas la même chose. Pourtant, la nouvelle politique française en Kanaky Nouvelle-Calédonie n'est rien d'autre qu'un retour aux sources de la colonisation d'Etat.

L'arme ultime du gouvernement français pour noyer définitivement le peuple kanak est la volonté d'ouvrir l'année prochaine le corps électoral aux français arrivés après 1998. Nous ne l'accepterons pas !

Je suis un militant de terrain et je vous dis aujourd'hui que la situation de Kanaky Nouvelle-Calédonie est grave. Nos anciens ont donné leur vie pour notre liberté. Le peuple kanak d'aujourd'hui n'acceptera pas cette recolonisation menée depuis 2020 par le président Macron et son homme de main Lecornu. La démonstration de force de l'armée française et l'ouverture du corps électoral pour nous faire disparaître conduira inévitablement au conflit. Certains verront dans mes propos une menace alors que ce n'est qu'un cri d'alerte pour vous appeler à nous soutenir et ramener notre puissance de tutelle à la raison !

D'autant que comme l'ont toujours affirmé nos leaders, et comme nous l'affirmons encore aujourd'hui, mon peuple millénaire ne demande qu'à retrouver sa souveraineté chez lui pour mieux accueillir les autres communautés, comme nous l'avons toujours fait dans nos coutumes kanak et océaniques.

Frères et sœurs des pays autonomes, puissiez-vous entendre notre appel !

Oleti atraqatr,